

France/Après le triple attentat de vendredi dernier

Hommage national demain au "héros" des attaques

AFP
Trèbes/France

Le lieutenant-colonel Arnaud Beltrame avait été tué par le jihadiste après s'être substitué à une otage.

LA France rendra demain un hommage national au gendarme "héros" des attaques de vendredi, tué par un jihadiste après s'être substitué à une otage et qui avait pour principe, selon sa mère, de faire passer sa "patrie avant sa famille". La cérémonie d'hommage national au lieutenant-colonel Arnaud Beltrame aura lieu demain à partir de 11H30 (10H30 au Gabon) aux Invalides, à Paris, monument abritant des invalides de guerre et une nécropole militaire, a indiqué la présidence française.

Le président Emmanuel Macron prononcera un éloge funèbre en mémoire de l'officier de gendarmerie dont la mort "en héros" aux mains du jihadiste suscite une vive émotion.

Le militaire, qui aurait eu 45 ans en avril, a succombé samedi à ses blessures. Son autopsie a mis en évidence des lésions par balles non létales et "révélé une plaie gravissime de la trachée et

du larynx par arme blanche".

La mère du gendarme, Nicole Beltrame, a décrit sur la radio RTL un être "loyal, altruiste et depuis tout petit au service des autres, engagé pour la patrie".

« D'ailleurs, il a dit très souvent "ma patrie c'est avant ma famille", ce que j'acceptais (...) Il ne pouvait pas faire autrement, ce n'est pas quelqu'un qui pouvait se dérober », a-t-elle témoigné, assurant n'avoir "pas du tout" de haine pour l'auteur des attaques. "C'est de l'indifférence et le plus grand des mépris".

Deux jours après les attaques, l'enquête se poursuivait. Deux proches du jihadiste Radouane Lakdim, qui a tué quatre personnes dans le sud de la France avant d'être abattu, étaient toujours hier en garde à vue dont la compagnie du tueur.

Cette jeune femme de 18 ans est fichée pour radicalisation, comme l'auteur des attaques, ont indiqué à l'AFP deux sources, une proche de l'enquête et une autre judiciaire à Paris. Elle était suivie par les services de renseignement.

Français d'origine marocaine tué par les forces de l'ordre après une équipée meurtrière à Carcassonne et Trèbes, Lakdim était fiché pour radicalisation et



Photo : AFP

Mort vendredi dernier en "héros", le lieutenant-colonel Arnaud Beltrame recevra un hommage national demain aux Invalides.

suivi à partir de 2014 par les services du renseignement.

Aucun "signe précurseur pouvant laisser présager un passage à l'acte terroriste" n'avait été décelé chez ce petit délinquant radicalisé, selon le procureur de Paris François Molins.

Sa compagne avait été interpellée vendredi soir et un ami du tueur, un jeune homme de 17 ans, avait été arrêté dans la nuit de vendredi à samedi. Leurs gardes à vue ont été prolongées dimanche.

Les enquêteurs cherchent toujours à déterminer les raisons du passage à l'acte de l'assaillant jihadiste et à trouver d'éventuelles complications.

"COUPABLE NAÏVETE" • Ces attentats ont pris pro-

gressivement une tonalité plus politique, avec des critiques très vives de la droite et de l'extrême droite contre le gouvernement.

La présidente du Front national Marine Le Pen a réclamé lundi la démission du ministre de l'Intérieur Gérard Collomb, fustigeant une "défaillance profonde" du gouvernement dans la lutte contre le terrorisme. Laurent Wauquiez, président de LR (opposition de droite), a dénoncé la "coupable naïveté" d'Emmanuel Macron et réclamé le rétablissement de l'état d'urgence.

Il a réitéré sa demande de rétention administrative des fichés S les plus dangereux et l'expulsion des étrangers qui seraient dans

ce cas.

Dans la petite ville de Trèbes, la vie a repris difficilement son cours. Peu d'élèves se sont ainsi rendus hier matin à l'école L'Aiguille, située à quelques encablures du supermarché où la prise d'otages a eu lieu, a constaté un journaliste de l'AFP.

"Tout le week-end, (mon enfant) n'a fait qu'en parler... c'était un peu dur pour lui, il a passé la matinée, presque toute l'après-midi jusqu'à 16H sous les tables", rapporte Nadia, les yeux embués et la voix chevrotante.

Au supermarché, la station-essence a rouvert. En revanche, le magasin est fermé ainsi que l'accès. Les enquêteurs poursuivaient hier leur travail sur les lieux.

• **La compagne de l'assaillant a crié "Allah Akbar" lors de son interpellation.** La compagne du jihadiste Radouane Lakdim a crié "Allah Akbar" lors de son interpellation vendredi, mais "conteste avoir été associée au projet mortifère de son petit ami", qui a assassiné quatre personnes dans le sud de la France vendredi, a déclaré le procureur de la République de Paris hier.

A travers le monde

• **Brésil/Justice. Un tribunal d'appel rejette un recours de Lula**

Un tribunal d'appel a rejeté hier un recours présenté par l'ex-chef de l'Etat, Lula, qui tente désespérément de rester libre et éligible pour la présidentielle d'octobre au Brésil malgré une condamnation à une lourde peine de prison.

• **Etats-Unis/Politique. Trump dément "clairement" avoir eu une liaison avec Stormy Daniels**



Photo : AFP

Le président Donald Trump dément "fortement et clairement" avoir eu une liaison avec l'actrice porno Stormy Daniels, a déclaré lundi un porte-parole de la Maison Blanche.

• **Israël/Corruption. Netanyahu à nouveau interrogé**



Photo : AFP

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a été à nouveau interrogé hier par les policiers dans l'une des enquêtes pour corruption présumée - celle dite "Bezeq", du nom du plus important groupe israélien de télécommunications - menaçant son long règne.

• **Russie / Incendie. Au moins 64 morts dans un centre commercial de Sibérie**

Les autorités russes ont mis en cause hier de graves négligences dans l'incendie qui a ravagé la veille en fin d'après-midi un centre commercial à Kemerovo en Sibérie, faisant au moins 64 morts dont neuf enfants.

• **Yémen / Conflit. Démonstration de force des rebelles à Sanaa**



Photo : AFP

Les rebelles Houthis au Yémen, soutenus par l'Iran, ont fait une démonstration de force hier dans la capitale Sanaa qu'ils contrôlent pour marquer le troisième anniversaire de l'"agression" saoudienne, peu après avoir tiré des missiles sur l'Arabie.

Grande-Bretagne-Russie/Affaire Skripal

Washington et les Occidentaux expulsent plus de 110 diplomates russes

AFP
Washington/Russie

Moscou a dénoncé un "geste provocateur" et promis de riposter à son tour.

LES Etats-Unis ont annoncé hier "la plus importante expulsion" d'"espions russes de l'Histoire", dans des représailles coordonnées inédites du camp occidental qui replongent le monde au temps de la Guerre froide en réponse à l'empoisonnement d'un ex-agent russe au Royaume-Uni.

Alors qu'en tout, au moins 113 diplomates russes ont été expulsés au même moment notamment par les Etats-Unis et 16 pays de l'Union européenne, Moscou a immédiatement dénoncé un "geste provocateur" et promis de riposter à son tour, au risque de relancer la guerre des sanctions.

"La Russie n'a jamais eu et n'a rien à voir avec cette affaire", a réaffirmé le Kremlin.

Avec l'expulsion de 60 "espions" russes (48 dans di-

verses missions aux Etats-Unis et 12 à la mission russe auprès de l'Onu), Washington mène, et de loin, le mouvement, dans sa manifestation de "solidarité" la plus marquée avec Londres depuis l'empoisonnement à l'agent innervant de Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia, et ce malgré les réticences persistantes de Donald Trump à critiquer frontalement son homologue russe Vladimir Poutine.

Déplorant un "grave coup à la fois quantitatif et qualitatif" à la présence russe aux Etats-Unis, l'ambassadeur de Russie Anatoli Antonov a estimé sur le site d'information public Sputnik que Washington avait "réduit à néant le peu qu'il restait encore des relations russo-américaines".

"Les Etats-Unis sont prêts à coopérer pour bâtir une meilleure relation avec la Russie, mais cela ne peut que se produire si le gouvernement russe change d'attitude", a commenté la porte-parole de la Maison Blanche.

Le président du Conseil européen Donald Tusk a lui prévenu que "de nouvelles



Photo : AFP

Le consulat russe à Seattle va devoir fermer. Aux Etats-Unis et dans de nombreux pays occidentaux ou de l'ex-bloc de l'est, des diplomates russes se retrouvent persona non gratae.

expulsions" n'étaient "pas exclues" après cette opération "concertée". "Pour la première fois depuis la deuxième guerre mondiale, une arme chimique a été employée en Europe", a souligné le chef de la diplomatie allemande Heiko Maas. La France, l'Allemagne et la Pologne ont demandé chacune à quatre diplomates russes de partir, suivies notamment par les pays baltes, la Hongrie ou encore l'Espagne. L'Ukraine, en guerre avec des séparatistes prorusses depuis 2014, en a chassé 13, et plusieurs membres de l'Otan, comme le Canada, la Norvège et l'Albanie, en ont

déclaré d'autres persona non grata.

"REPONSE EXTRAORDINAIRE" • Le Royaume-Uni, qui avait déjà expulsé 23 diplomates russes et annoncé le gel des relations bilatérales, a salué la "réponse extraordinaire" de ses alliés. Cela "constitue le plus grand mouvement d'expulsion d'agents russes de l'histoire", s'est réjoui le chef de la diplomatie britannique Boris Johnson, tandis que la Première ministre Theresa May a estimé que la Russie était ainsi avertie qu'elle ne peut plus "bafouer le droit international".

L'empoisonnement de l'agent double russe le 4

mars à Salisbury a provoqué une grave crise diplomatique entre Moscou et Londres, qui l'attribue aux autorités russes.

Le président américain s'était jusqu'ici montré moins catégorique. Son appel à Vladimir Poutine pour le féliciter de sa réélection, la semaine dernière, a même été critiqué aux Etats-Unis car Donald Trump avait évité ce sujet délicat, préférant évoquer l'organisation d'une rencontre pour désamorcer des tensions sans précédent depuis la Guerre froide, notamment autour de l'Ukraine et du conflit syrien.

"Nous prenons ces mesures pour démontrer notre solidarité indéfectible avec le Royaume-Uni, et pour imposer à la Russie de sérieuses conséquences pour ses violations continues des normes internationales", a expliqué le département d'Etat américain, qui a également ordonné la fermeture du consulat russe à Seattle, sur la côte ouest des Etats-Unis, en raison notamment de la proximité d'une base de sous-marins.